

15 et 16 janvier 2026

MSH Ange-Guépin, Nantes

Inégalités sociales et écocide

Genèses, quantifications et articulations. Regards croisés



Équipe organisatrice

Jean-Baptiste Bahers (ESO), Jean-Baptiste Comby (CENS, membre de Classes vertes), Valérie Deldrève (INRAE-ETTIS, membre du réseau EJJE), Charif Elalaoui (ESO, Centre Jacques Berque), Anna Mesclon (CENS), Séverine Misset (CENS, membre de Classes vertes).

Programme du jeudi 15 janvier

13h45-14h. *Introduction des journées : Valérie Deldrève (INRAE-ETTIS) et Jean-Baptiste Comby (CENS)*

14h-15h30. *Session 1 - Des inégalités prises dans l'internationalisation des rapports de classe*

Mody Diaw (CED), « Du rouge au blanc : trajectoire de la bauxite et hiérarchies socio-raciales des nuisances environnementales »

Manisha Anantharaman (CSO), « Deux faces de la transition écologique : accumulation par l'inclusion et environnementalisme performatif »

Jean-Baptiste Bahers (ESO), « Vers une approche des inégalités socio-métaboliques : flux de ressources, infrastructures circulaires et politiques interterritoriales »

Discutant : Charif Elalaoui (ESO, Centre Jacques Berque)

15h30-16h. *Pause*

16h-17h30. *Session 2 - Rapports inégaux à la nature et aux polluants*

Grégory Salle (Clersé) **et Isabelle Bruno** (CERAPS), « Les plages comme observatoire des inégalités sociales face au désastre environnemental »

Lucie Laurian (Urban and Regional Planning, University at Buffalo, SUNY), « Recherche en justice environnementale : inégalités dans la distribution des risques et des atouts écologiques aux États-Unis et en France »

Aldo Rubert (CRAPUL/CESAER), « “On est pour l’écologie, mais pas l’écologie punitive” : critiques populaires de l’écologie dominante chez les Gilets jaunes »

Discutante : Gaëlle Ronsin (LASA-CERES)

Programme du vendredi 16 janvier

8h30. Accueil/café

9h-10h30. Session 3 - Quantifier et historiciser des inégalités multiscalaires

Lucas Chancel (CRIS-WIL) – *titre en attente*

François Jarrige (LIR3S), « Aux sources des “modes de vie impériaux” ? Consommations, rapports de classe et empreintes matérielles au XIXe siècle »

Joan Martinez-Alier (ICTA) et **Beatriz Rodriguez-Labajos** (JHU-PPC-UPF), « Appauvrissement environnemental, conflits de distribution écologique et pauvreté multidimensionnelle »

Discutante : Johanna Siméant-Germanos (CMH)

10h30-11h. Pause/café

11h-12h30. Session 4 - Inégalités face à l’écologisation du travail

Agossè Nadège Degbolo (INRAE-ETTIS), « Entre protection et surexposition : ce que l’écologisation des pratiques agricoles fait à la santé des travailleurs »

Zoé Agathosthène (CENS), « Déplastifier les fruits et légumes : les effets différenciés de l’écologisation du travail dans la grande distribution »

Nils Hammerli (IRISSO), « Quelle articulation entre inégalités d’expositions aux pollutions, appréhensions différencierées d’un problème environnemental et hiérarchies professionnelles ? Réflexions à partir d’une controverse sur les PFAS dans une usine chimique »

Discutante : Anna Mesclon (CENS)

12h30-14h. Pause déjeuner

14h-15h45. Table ronde - Justice environnementale et condition écologique des classes sociales : quelles divergences et quelles complémentarités ?

- **Brendan Coolsaet** (FNRS)
- **Franck Poupeau** (CREDA)
- **Marie Thiann-Bo Morel** (Espace DEV-ETTIS)
- **Fanny Hugues** (LESCORES)

Préparation et animation : Hadrien Malier (SAGE)

15h45. Conclusion des journées : **Raphaël Challier** (SAGE) et **Séverine Misset** (CENS)

Argument

Cette manifestation scientifique s'inscrit dans le cadre des activités du collectif Classes vertes. Celui-ci s'est constitué dans la foulée des journées d'étude « Écologie et classes sociales » qui se sont déroulées les 31 mai et 1^{er} juin 2023 sur le campus Jourdan de l'ENS. Il travaille à structurer une dynamique de recherche soucieuse d'interroger la question écologique depuis une sociologie résolument généraliste. Outre une série de dossiers récemment parus ou à paraître dans les revues Actes de la recherche en sciences sociales, Genèses et Politix, les membres de Classes vertes ont entrepris d'organiser trois manifestations scientifiques afin de dialoguer avec d'autres approches, disciplinaires et nationales. Après une première édition en juin 2025 à Dijon intitulée « Écologies ordinaires. Appartenances locales et socialisations aux matérialités environnementales », cette deuxième édition entend faire progresser la connaissance des inégalités sociales face aux matérialités et détériorations environnementales en croisant des regards issus de la sociologie, de la géographie, de l'histoire, de l'économie et des approches en termes de Justice environnementale. La présence de Valérie Deldrève et Charif Elalaoui dans l'équipe organisatrice a notamment facilité l'association du réseau EJJE à ces journées et au cours desquelles plusieurs de ses membres interviennent[1].

Parler d'inégalités sociales face au désastre environnemental permet de faire immédiatement référence aux deux asymétries les plus documentées, celles relatives aux expositions et aux contributions à ces ravages, sans s'y restreindre. Dans la continuité de travaux pionniers (Boltanski, 1976 ; Bullard, 1990 ; Emelianoff, 2008 ; Laurent, 2009 ; Deldrève, 2015 ; Chamboredon, 2019), plusieurs disparités ont ainsi été travaillées : usages inégalement contraints des espaces naturels valorisés, accès inégaux aux politiques écologiques (mobilisations et institutions), distribution sociale contrastée des efforts liés à ces politiques, inégalités d'accès au foncier et aux moyens de subsistance, valeur inégale des savoirs d'ordre écologique. La notion de condition écologique des classes sociales a été récemment proposée pour penser ensemble ces inégalités (collectif Classes vertes, 2024). Celles-ci se situent à l'intersection de plusieurs rapports sociaux de domination (de race, de genre, de classe, d'âge ou de lieu notamment). Étant, ici comme ailleurs, des différences hiérarchisées – par exemple des relations à la flore et à la faune différenciées et très variablement valorisées, donc valorisables, socialement (voir, pour une parution récente, Vidores, 2025 et les travaux mentionnés dans l'ouvrage) –, ces inégalités ont en commun d'être le résultat de la compétition que les groupes sociaux se livrent pour établir ces hiérarchies. Dès lors, les journées adresseront trois questionnements qui seront autant de fils rouges traversant les différentes sessions.

Le premier porte sur les modalités de *formation* et de *reproduction* de ces inégalités qui tendent à être plus souvent constatées et établies qu'expliquées et analysées. De quelle manière et jusqu'où peut-on saisir les moments comme les lieux où elles s'installent ainsi que les logiques qui assurent leur maintien ? Les interventions chercheront à bien comprendre comment ces disparités face au désordre écologique résultent de, et sont entretenues par, l'état des rapports entre les classes et fractions de classe (Genèses, 2025). De quelles dynamiques sociales nous parle l'aspect en ciseau de ces inégalités qui font que les plus exposé·es, les plus vulnérables, les plus stigmatisé·es, celles et ceux qui font le plus d'efforts sont aussi celles et ceux qui, tendanciellement, contribuent le moins, sont le moins pris·es en compte, peuvent le moins se mobiliser, en tirent le moins profit et ont toujours moins accès aux espaces naturels ?

[1] Sur les approches en termes de Justice environnementale, voir par exemple : Coolsaet, 2020.

Argument

Le deuxième discute des modes de *quantification* de ces asymétries. Quelles méthodes, quelles données, quels obstacles pour quantifier les émissions de GES ou de déchets de différentes catégories de la population ? Comment apprécier la distribution sociale, et donc spatiale, des coûts sanitaires de la contamination des territoires ? De quelle manière peut-on évaluer la clôture sociale des arènes de l'écologie ? Il s'agira de porter un regard réflexif sur la construction des indicateurs, qui ne sont pas scientifiquement neutres (Requena-i-Mora, Brockington, 2021), pour estimer la variation d'un groupe à un autre des efforts demandés, et des bénéfices escomptés, par telle ou telle politique écologique. De plus, l'analyse de ces outils de mesure pourra mettre en avant la façon dont le colonialisme se matérialise en reflétant certaines visions du monde. Une attention particulière sera accordée à la spatialisation de ces inégalités. S'il est bien admis que les populations des pays riches contribuent davantage aux dégâts écologiques du progrès économique, tout en tirant des profits plus élevés de ce dernier, il demeure indispensable de développer des méthodes pour saisir ces inégalités qui mettent souvent en relation des groupes géographiquement très éloignés. Les activités toxiques ou extractives étant souvent délocalisées et les polluants circulant par les eaux, les airs ou les marchandises, quels suivis de la circulation des pollutions est-il possible de réaliser ? Comment, enfin, intégrer à l'analyse de ces inégalités la persistance des logiques coloniales liées à l'exploitation environnementale et à l'appropriation des ressources des Suds ?

Le troisième interroge l'*articulation* et la *politisation* que peut susciter cette mise en relation de souffrances et de nuisances environnementales souvent saisies séparément. Les inégalités sociales face aux destructions environnementales se cumulent-elles ou opèrent-elles en silo ? À quels endroits et dans quelle mesure se rencontrent, voire se coproduisent-elles ? Sont-elles reliées à la manière d'un archipel, c'est-à-dire par des ramifications pas toujours perceptibles ? Si elles sont souvent associées au cadre de vie (inégalités d'exposition) ou aux modes de vie (inégalités de contribution), elles sont aussi tributaires de la position occupée sur les lieux de travail et, au-delà, dans les rapports de production. Ces inégalités opèrent sur des temporalités et des spatialités diffuses voire éclatées. Une hypothèse est ici que cette dispersion fait écran à des fondements communs dont la mise au jour peut déboucher sur une extension du cadre de l'injustice liée au désastre écologique.

Références bibliographiques

- Luc Boltanski, « L'encombrement et la maîtrise des "biens sans maître" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2, 1976, p. 102-109.
- Robert Bullard, *Dumping in Dixie: Race, Class, and Environmental Quality*, Boulder, Westview Press, 1990.
- Jean-Claude Chamboredon, *Territoires, culture et classes sociales*, Paris, Rue d'Ulm, 2019 (édition par Florence Weber et Gilles Laferté).
- Collectif Classes vertes, « La condition écologique des classes sociales : l'injustice environnementale à l'intersection des rapports de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 255, 2024.
- Brendan Coolsaet (dir.), *Environmental Justice: Key Issues*, Londres, Routledge, 2020.
- Valérie Deldrèvre, *Pour une sociologie des inégalités environnementales*, Bruxelles, Peter Lang, 2015.
- Cyria Émelianoff, « La problématique des inégalités écologiques, un nouveau paysage conceptuel », *Écologie & politique*, n° 35, 2008, p. 19-31.
- Eloi Laurent, « Écologie et inégalités », *Revue de l'OFCE*, n° 109, 2009, p. 33-57.
- Joan Martinez-Alier, *L'écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux au sud*, Les petits matins, 2014 (2002).
- Marina Requena-i-Mora & Daniel Brockington, "Seeing environmental injustices : the mechanics, devices and assumptions of environmental sustainability indices and indicators", *Journal of Political Ecology*, vol. 28, p. 1-28.
- Julien Vitores, *La nature à hauteur d'enfants. Socialisations écologiques et genèses des inégalités*, Paris, La Découverte, 2025.
- Dossier « Écologie et dominations (1). Explorer la condition écologique des classes sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 255, 2024.
- Dossier « Écologie et dominations (2). Mobilisations sociales et recomposition des rapports de classe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 256, 2025.
- Dossier « Désordre environnemental et ordre social », *Genèses*, 2025.
- Politix*, n° 150-151, 2025 (à paraître).

Résumés des interventions

Mody Diaw (post-doctorant, CED-Sciences po Bordeaux, et associé à l'unité ETTIS de l'INRAE)

Du rouge au blanc : trajectoire de la bauxite et hiérarchies socio-raciales des nuisances environnementales

Cette communication, issue d'un article en cours d'écriture avec Valérie Deldrève, s'appuie sur une enquête qualitative multi-située (entretiens, observations, archives), menée entre la Guinée et la France dans le cadre du projet JustBaux et d'une thèse en sociologie. Elle analyse la chaîne bauxite-alumine au prisme croisé de la justice environnementale, du racisme environnemental et des rapports de classe. L'étude montre comment la controverse autour des boues rouges de l'usine Altéo-Gardanne, cadrée comme un problème local et technique, occulte les inégalités structurelles inscrites dans la trajectoire transnationale du mineraï – entre Nord et Sud, mais aussi entre mondes du travail et mobilisations écologistes. En retracant la socio-histoire de cette trajectoire, de Boké à Gardanne, l'analyse met en évidence le recadrage progressif des problèmes jusqu'au tournant récent marqué par la liquidation d'Altéo, le rachat par UMS et le projet de transfert du procédé Bayer en Guinée. Cette « solution », perçue comme écologiquement juste par certain·es militant·es, consacre pourtant une externalisation des nuisances et un gradient racial et social d'exposition : ouvriers précaires, immigrés en France ou locaux en Guinée, demeurent en première ligne. L'argument central est que cette « écologie devant sa porte », célébrée comme une « semi-victoire » par certains collectifs, reproduit des rapports postcoloniaux et racialisés de distribution des risques, dissociant flux de matière et flux de responsabilités. Enfin, la communication met au jour les processus de dépolitisation étatiques et industriels qui réduisent les injustices environnementales à leurs dimensions techniques, et propose des indicateurs de spatialisation – trajectoires, expositions différencierées, déplacements forcés, statuts d'emploi – pour qualifier ces inégalités en apesanteur territoriale.

Manisha Anantharaman (Assistant Professor, HDR, Centre de sociologie des organisations, CSO)

Two Faces of the Ecological Transition: Accumulation by Inclusion and Performative Environmentalism/Deux faces de la transition écologique : accumulation par l'inclusion et environnementalisme performatif

Cette communication analyse comment les politiques contemporaines de transition écologique, notamment celles promues sous la bannière de l'économie circulaire, reproduisent et légitiment des inégalités socio-environnementales dans des contextes urbains postcoloniaux. À partir d'une enquête ethnographique auprès de travailleur·euses informel·les du déchet en Inde, elle développe le concept *accumulation by inclusion*, qui décrit une modalité d'incorporation capitaliste intégrant sélectivement les groupes marginalisés dans les chaînes transnationales de valorisation tout en les maintenant dans la précarité. Cette dévalorisation des savoirs et du travail populaire trouve son envers dans la valorisation symbolique des pratiques écologiques des classes privilégiées, a *performative environmentalism* qui légitime les inégalités globales et renforce la colonialité climatique. Les deux processus, appuyés sur une même épistémologie anti-pauvres, naturalisent les hiérarchies sociales tout en détournant l'attention des transformations structurelles nécessaires à la justice climatique. Ensemble, ces concepts montrent comment se coproduisent matériellement et symboliquement les inégalités d'exposition, de contribution et de reconnaissance, prolongeant les débats sur la condition écologique des classes sociales.

Jean-Baptiste Bahers (chargé de recherches CNRS, ESO
Nantes)

Vers une approche des inégalités socio-métaboliques : flux de ressources, infrastructures circulaires et politiques interterritoriales

L'étude du métabolisme urbain met en lumière les inégalités socio-métaboliques, révélant des disparités dans l'accès aux ressources et l'exposition aux nuisances. Ces inégalités émergent des flux matériels asymétriques entre villes et territoires périphériques, souvent structurés par des rapports de pouvoir historiques (colonisation, extraction inégale). Les politiques d'économie circulaire qui visent la transformation des infrastructures déchets-énergie peuvent reproduire ces dynamiques, alors que paradoxalement est invisibilisé le rôle métabolique important de certaines populations pauvres et vulnérables (telles que les récupérateurs de déchets et les glaneurs). Cette communication propose donc d'analyser les registres de ces inégalités socio-métaboliques, qui mettent en lien des enjeux de gouvernance interterritoriale et des politiques urbaines de transformation des infrastructures, à partir d'un cadre méthodologique socio-matériel.

Isabelle Bruno (professeure à l'université de Lille, CERAPS)
et Grégory Salle (directeur de recherches CNRS, Clercé)

Les plages comme observatoire des inégalités sociales face au désastre environnemental

Cette communication entend nouer les trois fils rouges de la journée – la (re)production, la quantification et l'articulation des inégalités sociales face au désastre environnemental – à partir des plages. Espace produit et construit, « la » plage est envisagée ici comme une scène du « conflit des modes de consommation de la nature » dont parlait Jean-Claude Chamboredon à propos de la campagne. À cette fin, nous prendrons appui sur deux ensembles de travaux. D'une part, des recherches menées en solo ou en duo sur deux terrains d'enquête, l'un situé en France, dans le Var, l'autre en Californie, dans le comté de San Mateo, avec pour principe de méthode commun une approche généalogique et ethnographique. D'autre part, des études menées dans le cadre d'un réseau de recherche international et interdisciplinaire, au sein duquel des collègues du Brésil et de Californie mobilisent des méthodes allant de la saisie photographique à l'objectivation cartographique ou au traitement statistique de données géolocalisées, non sans soulever des questions relatives aux chiffres produits. On abordera ce faisant différentes facettes des rapports sociaux inégaux à la « nature » (accaparement privatif du littoral, marchandisation des espaces naturels, segmentation socio-spatiale sur les rivages, etc.), dans le contexte d'une compression côtière qui nourrit un débat scientifique autour du risque de « disparition » des plages.

Lucie Laurian (Professor of Urban and Regional Planning,
University at Buffalo, State University of New York)

Recherche en justice environnementale : inégalités dans la distribution des risques et des atouts écologiques aux États-Unis et en France

Les travaux de justice environnementale de Lucie Laurian, pionniers en France, portent sur la localisation des sites industriels pollués et polluants (2008) et des incinérateurs (2014-2015, avec Rick Funderburg). Ils montrent que, même compte tenu des niveaux de revenus et de la part de l'emploi industriel, ces sites sont disproportionnellement localisés dans les communes qui ont le plus d'habitants·es issus·es de l'immigration. Ces résultats confirment l'hypothèse d'une forme de racisme environnemental en France, qu'il s'agira de discuter dans son articulation les effets de classe sociale et avec les dynamiques de développement urbain. À l'aune de travaux en cours, il s'agira également d'interroger la manière dont les injustices environnementales observées se produisent et se reproduisent, ainsi que les stratégies qui pourraient y remédier.

Aldo Rubert (doctorant en sociologie politique au CRAPUL, IEP Université de Lausanne, et au CESAER, INRAE Université de Bourgogne Europe)

« On est pour l'écologie, mais pas l'écologie punitive » : critiques populaires de l'écologie dominante chez les Gilets jaunes

Cette communication s'appuie sur une enquête ethnographique et des entretiens biographiques ($n = 40$) menés auprès de deux collectifs de Gilets jaunes situés en milieu rural, dans l'Eure et la Côte-d'Or. Majoritairement issus des classes populaires, les Gilets jaunes constituent un terrain privilégié pour appréhender « par le bas » les effets sociaux des politiques publiques environnementales. Loin des lectures misérabilistes, qui les réduiraient à leur précarité, comme des approches populistes qui en feraient les « sages » de la cause écologique, l'analyse montre comment ils s'approprient et réinterprètent, entre contraintes économiques et choix politiques, la question climatique. Se pensant injustement visés par les injonctions écologiques dominantes (éoliennes, voiture électrique, taxes carbone), qui méconnaissent leurs pratiques économies et leur demandent des « petits gestes » trop grands, ils dénoncent une écologie institutionnelle perçue comme déconnectée de leur réalité. Les Brigades du Peuple, réseau solidaire de redistribution alimentaire issu du mouvement, apparaissent alors comme un espace possible de requalification du quotidien. Tout en renvoyant la responsabilité à « ceux d'en haut » (élites politiques, économiques, écologistes), l'enquête révèle aussi comment l'autochtonie et le caractère raisonné de leurs pratiques peuvent nourrir, loin de toute image monolithique, une distinction morale vis-à-vis d'autres fractions populaires perçues comme déviantes.

François Jarrige (maître de conférences en histoire contemporaine, Université Bourgogne Europe, et LIR3S)

Aux sources des « modes de vie impériaux » ? Consommations, rapports de classe et empreintes matérielles au XIXe siècle

La question des inégalités environnementales est devenue centrale dans la réflexion des sciences sociales contemporaines qui s'efforcent de penser la question écologique. Dans cette contribution nous tâcherons de revenir sur les origines des inégalités environnementales en suivant la construction des empreintes matérielles socialement différencieres au XIXe siècle, avant le choc des deux guerres mondiales et des grandes accélérations consuméristes et environnementales du XXe siècle. L'historiographie s'intéresse de plus en plus aux modes de vie et pratiques de consommation de la bourgeoisie et des classes populaires, et l'histoire environnementale s'efforce d'objectiver l'empreinte matérielle différenciée de ces consommations à différentes échelles, celle du foyer domestique, du groupe professionnel, de la région, de l'État-nation, voire à l'échelle des empires comme le suggère l'expression discutée de « modes de vie impériaux » proposée par Ulrich Brand et Markus Wissen. En centrant notamment sur la question des sources, méthodes et éléments de quantification, à partir de quelques matériaux comme les énergies fossiles ou d'objets de consommation emblématiques, il s'agit de proposer une synthèse des approches historiennes des empreintes matérielles socialement différencieres au XIXe siècle[1].

[1] Cet essai de synthèse reprend et prolonge plusieurs enquêtes collectives, notamment : avec J.-B. Fressoz, T. Le Roux, C. Marache et J. Vincent, *La nature en Révolution. Une histoire environnementale de la France (1780-1870)*, Paris, La Découverte, 2025 ; avec N. Magalhães, J.-B. Fressoz, T. Le Roux, G. Levillain, M. Lyautey, G. Noblet, C. Bonneuil, « The physical economy of France (1830–2015). The history of a parasite? », *Ecological Economics*, 2019, vol. 157(C), p. 291-300.

Joan Martinez-Alier (professeur émérite en économie, ICTA
UAB, Barcelone)

Beatriz Rodriguez-Labajos (Département de Sciences
politiques et sociales, Universitat Pompeu Fabra,
Barcelone)

Appauvrissement environnemental, conflits de distribution écologique et pauvreté multidimensionnelle

Il existe une ressemblance entre le travail des spécialistes comptables de la pauvreté multidimensionnelle et celui des écologistes politiques qui collectent et analysent les conflits de distribution écologique (CDE) dans l'EJAtlas. L'indice de pauvreté multidimensionnelle (la MDP index) mesure la pauvreté en capturant les multiples privations subies par les populations pauvres, non pas tant en matière de revenus que de santé, d'éducation et de niveau de vie. Les CDE sont des « luttes de valorisation », c'est-à-dire que les acteurs sociaux de ces conflits utilisent des langages de valorisation différents. LMDPI et l'approche par les CDE adoptent tous deux une perspective multicritères. Tandis que la MDP index recense les personnes pauvres, l'écologie politique met l'accent sur l'« appauvrissement environnemental » subi du fait de l'accaparement des terres et de l'eau, la contamination de l'air, du changement climatique et des déplacements de population causés par la croissance économique. Les populations pauvres se plaignent et, parfois, se regroupent au sein de mouvements pour la justice environnementale afin de lutter contre les privations qu'elles subissent.

Agossè Nadège Degbelo (docteure en sociologie, associée à ETTIS, INRAE Bordeaux)

Entre protection et surexposition : ce que l'écologisation des pratiques agricoles fait à la santé des travailleurs

Cette communication interroge les effets de l'écologisation du travail agricole sur la santé des travailleurs via le prisme des pesticides. Elle montre que la cohabitation de politiques historiques de gestion du risque (usage contrôlé) et de mesures récentes soustractivistes (Écophyto) produit des effets ambivalents sur l'exposition, la reconnaissance institutionnelle des effets sanitaires et la participation des travailleurs au débat public. À partir d'une méthodologie mixte combinant enquête qualitative en viticulture girondine et en culture de légumes de plein champ dans les Landes, et traitement statistique d'un échantillon de la cohorte AGRICAN, l'analyse met en évidence des inégalités allant au-delà des statuts et opérant au sein d'un même groupe, notamment chez les chefs d'exploitation et les saisonniers. Les plus touchés sont les chefs de petites exploitations familiales, les femmes, les travailleurs sans diplômes, et surtout les saisonniers migrants, qui bénéficient le moins des effets protecteurs de l'agroécologisation. Pour ces derniers, l'écologisation tend paradoxalement à élargir le spectre des situations d'exposition non réglementées qui leur sont spécifiques.

Zoé Agathosthène (doctorante, CENS, Nantes Université)

Déplastifier les fruits et légumes : les effets différenciés de l'écologisation du travail dans la grande distribution

Depuis une décennie, la grande distribution réduit l'usage des emballages plastiques dans les rayons alimentaires, contrainte par le développement de politiques publiques actant sa sortie d'ici 2030. À partir d'une enquête ethnographique de onze mois dans le rayon fruits et légumes d'un supermarché et d'une dizaine d'entretiens menés avec les salariés de la mise en rayon, la communication interroge les effets de la déplastification sur les pratiques de travail des salariés subalternes de la grande distribution. Elle montrera notamment que la suppression des emballages plastiques recompose inégalement les pratiques de travail et les hiérarchies professionnelles. D'un côté, la fin des sacs plastiques fait peser sur certains employés un nouveau travail de réemballage et pesage des fruits et légumes, un sale boulot délégué principalement aux femmes du rayon et aux contrats précaires. D'autre part, le développement d'offres sans aucun emballage bouleverse les techniques ordinaires de mise en rayon, en introduisant un travail d'esthétisation et de soin de produits « vivants », participant à la revalorisation de l'activité dans les fruits et légumes.

Nils Hammerli (doctorant, IRISSO)

Quelle articulation entre inégalités d'expositions aux pollutions, appréhensions différenciées d'un problème environnemental et hiérarchies professionnelles ? Réflexions à partir d'une controverse sur les PFAS dans une usine chimique

À partir du cas d'une fermeture (partielle) d'une usine chimique suite à une controverse sur la pollution aux PFAS (polluants éternels) du site industriel, la communication s'interrogera sur l'articulation entre les inégalités d'exposition aux pollutions, les positionnements différenciés sur la controverse locale des PFAS et les hiérarchies professionnelles. Les premières analyses de cette enquête menée par entretiens semi-directifs, toujours en cours, suggèrent d'une part que ce sont les agents les plus dominés de l'espace professionnel qui sont les plus exposés aux pollutions, mais aussi que ce sont les plus exposés aux pollutions qui se montrent les plus critiques face à la pollution générée par l'entreprise. La communication insistera sur le caractère processuel de cette articulation : la dénonciation des pollutions n'est pas toujours allée de soi et s'est formée lors des différentes étapes de la controverse locale.